

Chaque franc supprimé va cruellement manquer

Communiqué de presse UNES, actionuni, SSP et swissfaculty **sous embargo jusqu'au lundi 2 mars 2026 à 11h**

Berne, le 2 mars 2026

Les associations et syndicats représentant les étudiant·es ainsi que le personnel de l'enseignement et de la recherche des hautes écoles de Suisse maintiennent leur opposition aux mesures d'austérité imposées par le Conseil fédéral à la formation et à la recherche. Leur demande est claire : ils exigent zéro coupe budgétaire, car chaque franc supprimé va cruellement manquer.

Depuis l'annonce du Programme d'allègement budgétaire 2027 (PAB27) par le Conseil fédéral, les étudiant·es et le personnel de l'enseignement et de la recherche se sont fermement opposé·es à des coupes menaçant l'accès aux études, la qualité de la recherche et les emplois de nombreux·euses chercheur·ses. Des manifestations ont eu lieu dans toute la Suisse, une pétition a été déposée auprès du Conseil fédéral et de nombreuses lettres ont été envoyées aux parlementaires des différentes commissions concernées. Ces protestations ont été accompagnées d'une opposition tout aussi ferme des institutions de la formation et de la recherche (swissuniversities, FNS, Innosuisse, Académies suisses des sciences, Conseil des EPF).

Les acteurs·ices des hautes écoles de Suisse s'opposent donc de manière unanime à ces coupes budgétaires inutiles et dangereuses décidées sur la base d'un seul rapport d'expert·es, sans concertation préalable des acteurs·ices concerné·es et des cantons. Ces mesures représentent une menace très claire pour les conditions de travail, renforcent la précarité et mettent à mal tant la qualité que l'indépendance de la science.

À l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire de printemps, au cours de laquelle les discussions sur le mal nommé Programme d'allègement budgétaire 2027 se poursuivront, les associations et syndicats représentant les étudiant·es, le corps intermédiaire et les professeur·es des hautes écoles de Suisse (universitaires, spécialisées et pédagogiques) souhaitent rappeler leur opposition à ces coupes absurdes, même si celles-ci devaient être réduites de moitié. L'augmentation des taxes d'études, la suppression d'emplois et la diminution du financement de la recherche resteraient inacceptables, même en étant moins élevées que prévu.

L'UNES, actionuni, le SSP et swissfaculty enjoignent les parlementaires fédéraux et fédérales à rejeter le programme d'allègement des finances fédérales (PAB27).

Déclarations des organisations :

L'**UNES** réitère que le débat sur le programme d'allègement budgétaire 27 repose sur un faux constat. Alors que la Suisse boucle ses comptes en positif, on impose une austérité qui frappe de plein fouet la formation, la recherche et l'innovation. Ces coupes ne sont pas abstraites pour les étudiant·e-s. Aujourd'hui déjà, plus de 70 % d'entre elles et eux travaillent à côté de leurs études pour survivre, dans un contexte de loyers et de primes en explosion. Augmenter les taxes d'études, c'est instaurer une sélection sociale. Ce choix est injuste et économiquement absurde : investir dans l'éducation, c'est

investir dans l'avenir du pays. Étudier ne doit pas devenir un privilège. Nous revendiquons toujours le refus des coupes dans le domaine FRI de la part de nos élu·e·s.

L'organisation faîtière du corps intermédiaire académique en Suisse, **actionuni**, rappelle que ces coupes sont non seulement dangereuses, mais aussi injustes, car elles impacteraient de manière disproportionnée le corps intermédiaire des hautes écoles, c'est-à-dire les doctorant·es, les post-doctorant·es, les chargé·es de cours et d'enseignement ou encore les lecteur·rices. Alors que la précarité de notre corps a été récemment reconnue par le Conseil fédéral, ces coupes, même diminuées de moitié, menacent nos postes (250 projets et 750 emplois sont toujours menacés), et les quelques millions prévus pour financer des tentatives d'amélioration de notre situation via la contribution à des projets (PgB) "Promotion de la relève scientifique".

Le comité de **swissfaculty** estime que les coupes budgétaires proposées par le Conseil fédéral dans le domaine des hautes écoles vont trop loin et sont à courte vue. Il appartient au Parlement de corriger cette orientation.

La formation est une mission fondamentale de l'État, qui ne doit pas être soumise à une logique de rentabilité. **Le SSP** s'engage en faveur de la gratuité des études, d'une recherche publique et indépendante suffisamment financée ainsi que de bonnes conditions de travail dans les hautes écoles. Le PAB27 va fondamentalement à l'encontre de ces exigences. Il poursuit une politique d'austérité déjà amorcée avec le message FRI et accentue la pression sur les étudiant·e·s ainsi que sur le personnel enseignant et de recherche. Même réduites, les coupes restent des coupes. Le SSP rejette dans son ensemble le Programme d'allègement. Il faut davantage de moyens pour la formation et la recherche, pour des emplois stables ainsi qu'un renforcement global du service public.

Pour plus d'informations

- **Sophie Wang**, co-présidente de l'UNES (fr), numéro de tel. +41 79 159 84 11
- **Klara Sasse**, co-présidente de l'UNES (de), numéro de tel. +41 76 336 47 11
- **Laure Piguet**, co-présidente d'actionuni (fr), laure.piguet@actionuni.ch, +41 76 462 94 97
- **Oliver Spiess**, co-président d'actionuni (de), oliver.spiess@actionuni.ch, +41 78 636 90 13
- **Jonathan Pärli**, assistant, postdoc à l'Université de Bâle, membre SSP (de/fr), +41 79 642 94 11
- **Cal Pedrolì**, étudiantx à l'Université de Neuchâtel et membre SSP (fr/de), +41 78 818 88 45
- **Stephan Morgenthaler**, professeur, membre de swissfaculty, stephan.morgenthaler@epfl.ch